

Hier, le premier ministre a demandé qu'on lui fournisse plus de preuves de ce que le budget et la politique énergétique du gouvernement sont à l'origine d'une perte importante d'emplois dans le pays, ainsi que d'une forte diminution des travaux de prospection et de production. Aujourd'hui, selon la presse, le premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, a répété que le budget entraînait une réduction des travaux de prospection et de développement non seulement dans le secteur de l'huile lourde, mais également dans celui du pétrole classique. La société Hudson's Bay Oil and Gas Company Ltd. a suspendu ses projets de forage pour l'année 1981 dans la région de Lloydminster; elle a mis à pied la moitié de ses employés dans cette région. Le premier ministre M. Blakeney qualifie de ruineuses les taxes prévues dans le budget du ministre et il dit aujourd'hui qu'il n'a pas l'intention de les payer.

Quelle est la réaction du ministre à la position de M. Blakeney, qui refuse de payer les taxes imposées en vertu du budget? Et, ce qui est plus important, quelles modifications le ministre est-il prêt à apporter pour éviter la perte de milliers d'emplois dans le pays, conséquence des réactions négatives à son exposé budgétaire et à sa politique énergétique?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je n'accepte pas les prémisses de la question du député, selon lesquelles le budget a eu les répercussions qu'il décrit.

M. Crosbie: Ouvrez les yeux, Allan.

M. MacEachen: Il m'a demandé quelle serait ma réaction au refus de M. Blakeney de payer la taxe à la production. Tout ce que je puis dire, c'est que le premier ministre de la Saskatchewan a le droit, s'il le désire, de contester la légitimité de cette taxe. Il a dit qu'il y songeait. Il pourrait peut-être songer à ses propres redevances qui, si je ne m'abuse, sont parmi les plus élevées du pays, s'il s'inquiète tant des fardeaux fiscaux. Il devrait peut-être rencontrer le chef du Nouveau parti démocratique pour mettre au point une politique anti-inflationniste socialiste cohérente, car je croyais que c'était le premier ministre de la Saskatchewan qui avait demandé hier une hausse des prix de l'énergie pour aggraver encore davantage le coût de la vie au Canada.

M. Hnatyshyn: Madame le Président, non seulement le budget suscite des réactions négatives, mais il est en train de couler à pic comme le *Titanic*. Le ministre ne tient-il aucun compte des éléments suivants: les réductions importantes des travaux de prospection et de développement au Canada; la décision de la compagnie Hudson's Bay Oil and Gas, dont je viens de parler; celle de la compagnie Norcen, qui diminue de 20 p. 100 ses activités de prospection et de développement; celle de la Gulf, qui va réduire de 35 p. 100 ses travaux de prospection l'an prochain; et, enfin, une diminution de plus de 40 p. 100 des activités de prospection et de mise en valeur pour l'ensemble du secteur énergétique? Le président du groupe Alsands, M. Bill Menzel, l'initiateur des mégaprojets des sables bitumineux, a démissionné. C'est un coup dur pour ce projet. Quoi qu'il ait dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, les Américains ont fait savoir que le budget et la politique énergétique les inquiétaient vivement. On a demandé à plusieurs reprises au ministre aujourd'hui si, en janvier, à la

rentrée parlementaire, il présentera un exposé budgétaire ou un budget.

• (1440)

En raison de ces faits nouveaux, je demande au ministre si, en janvier, il présentera un nouveau budget ou un exposé budgétaire qui nous permettra de changer de cap.

M. MacEachen: Madame le Président, le député vient de me demander encore une fois si j'envisage de présenter un nouveau budget. Si j'évaluais la situation économique du pays différemment j'aurais peut-être de bonnes raisons de présenter un nouveau budget. Mais si le député étudie le budget attentivement, il se rendra compte que j'y explique longuement les perturbations qui affligent l'économie mondiale ainsi que le danger que présente l'inflation croissante pour le niveau de vie des Canadiens et l'économie du Canada. La stratégie que j'ai élaborée dans le budget permettra à mon avis d'atténuer progressivement l'inflation.

M. Clark: Vous avez prévu tout cela, n'est-ce pas?

M. MacEachen: Madame le Président, je suis d'accord avec...

M. Clark: Si cela se produisait au Québec, vous seriez inquiets.

M. MacEachen: Je conviens avec le Conseil économique du Canada, dont les députés de l'opposition m'ont si souvent cité l'opinion, qu'il n'y a pas de solution facile et qu'il nous faudra beaucoup de temps pour vaincre l'inflation. C'est un fait. Ce serait faire fausse route que de recourir à un expédient pour venir en aide à quelque groupe, comme on me le demande aujourd'hui. Ce serait plus préjudiciable à l'avenir de l'économie que les députés ne l'imaginent. C'est là la réponse générale que je donne à la question du député.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA HAUSSE DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION— L'AIDE AUX FAMILLES ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, j'ai une question moi aussi à poser au ministre des Finances. Selon lui, la lutte contre l'inflation est un travail de longue haleine et à ce sujet je voudrais lui dire ce qui suit: d'après les derniers chiffres de Statistique Canada une famille sur cinq doit consacrer plus de 82 p. 100 de ses revenus à se nourrir, se loger et s'habiller. Cela fait 20 p. 100 qui vivent sous le seuil de pauvreté, tel qu'il est défini par Statistique Canada. Le ministre parle d'indexation pour régler la situation. Mais comme l'indexation est calculée d'après l'indice des prix à la consommation et que les principaux éléments de cet indice accablent les pauvres—je parle ici des pauvres qui travaillent et que l'indexation ne concerne donc pas vraiment—puisque ces pauvres sont écrasés par une hausse de 15.2 p. 100 du prix des denrées alimentaires et de 26.9 p. 100 du prix du fuel domestique, je demanderai donc au ministre quels conseils il donnera à ces familles canadiennes économiquement faibles qui se voient menacées de ne pas avoir assez de pain à manger ou pas assez de combustible pour se chauffer?